

ÉDITO



© CathoBel

L'obligation de s'adapter

En cette période de confinement obligatoire, toutes nos habitudes sont bouleversées. Certes, nous ne sommes pas tous affectés de la même façon par cette pandémie du Covid-19. Nos pensées vont d'abord à ceux qui sont malades et à ceux qui décèdent, souvent seuls. La tristesse est grande pour les proches qui n'ont pas pu accompagner un mourant, tout comme pour ceux qui ne peuvent assister à des funérailles d'un parent ou d'un ami. Nos prières les accompagnent. Elles vont aussi à ceux qui sont exposés au risque de contamination, parce qu'ils sont au service des malades ou travaillent pour garantir des services essentiels. Cette période inédite dans notre histoire récente nous montre aussi, malgré certains comportements égoïstes ou irrationnels - heureusement très minoritaires -, que la solidarité est devenue la règle pour de nombreux citoyens. C'est réconfortant car cela fait voler en éclats les tentations de repli sur soi que nous aurions pu avoir. Si la crise, une fois terminée, pouvait engendrer davantage d'attention aux autres et particulièrement aux plus vulnérables, alors tout ce que nous avons vécu, n'aura pas été vain.

En ce temps pascal, rappelons-nous que la Résurrection nous apporte l'espérance et surtout la victoire de la Vie sur la mort. Oui, nous sortirons de cette pandémie! Sans doute pas indemnes, mais si celle-ci a pu nous faire réfléchir sur nos modes de vie et de consommation, ce sera alors positif.

S'adapter aux circonstances du moment, c'est aussi ce que l'équipe de CathoBel/Dimanche a dû faire. Depuis plus de deux semaines, chacune et chacun sont confinés comme tous les Belges. Si les technologies nous permettent de travailler à distance, les conditions de travail sont loin d'être optimales. C'est la raison pour laquelle nous avons dû nous résigner à réduire la pagination de Dimanche à 12 pages durant les prochaines semaines. Nous vous prions de nous excuser. Soyez remerciés pour votre compréhension. Soyez aussi assurés que notre équipe reste motivée pour assurer la parution de votre hebdomadaire.

✉ Jean-Jacques DURRÉ

Important à savoir

En raison du lundi de Pâques férié, ce numéro de Dimanche a été exceptionnellement imprimé le vendredi 10 avril.

CONFINEMENT ET POLITIQUE

Stress test pour notre fédéralisme

C'est un Etat en pleine crise qui a dû affronter le Covid-19. Et pourtant, le modèle fédéral belge ne s'est pas trop mal débrouillé ces dernières semaines. Il n'empêche que des réformes sont nécessaires pour offrir un avenir à ce pays.



© Belgaimage

Ce contexte de crise sanitaire est sans doute idéal pour préparer une nouvelle Belgique.

C'est l'un des nombreux traits d'humour que l'on a vu circuler sur la Toile. Alors que l'Italie s'effondrait et que la France était déjà en plein combat, la Belgique se trouvait encore épargnée par la crise. Et nos responsables politiques se montraient sereins. "Pas d'inquiétude", pouvait-on lire sur les croquis. "Nous avons actuellement neuf ministres de la Santé pour deux personnes atteintes." La caricature en disait long! "Clairement, la Belgique ne partait a priori pas dans les meilleures conditions pour affronter la crise", pose Vincent Laborderie, politologue à l'UCLouvain. "Plusieurs facteurs expliquent cela: sa structure en mille-feuille, l'éclatement des compétences en matière de santé, l'absence de hiérarchie des normes entre niveaux de pouvoir et un traditionnel manque d'ambition dans l'action."

Le leadership du fédéral

Six semaines plus tard, le bilan n'est pourtant pas si mauvais. Rappelons d'abord que la venue du tant redouté virus incita les responsables politiques à se rapprocher. Ce qui semblait impensable fin février devint réalité mi-mars: soudainement, la Belgique parvint à former à nouveau un gouvernement fédéral de plein exercice! De même, ce qui semblait acquis début mars n'est plus pensable aujourd'hui: il n'y aura (évidemment) pas d'élections législatives avant l'été!

Force est aussi de constater que le gouvernement fédéral n'a pas tardé à prendre ses responsabilités. Et est même parvenu à imposer un véritable leadership. "Au début de la crise, il y eut quelques jours de flottement", commente Régis Dandoy, politologue, chargé de cours invité à l'ULB. "La Flandre a essayé de freiner cette dynamique. Elle s'est aussi démarquée lorsque l'Europe a voté l'octroi de fonds contre le coronavirus. Mais elle est très vite rentrée dans

le rang. Cela s'explique notamment par le fait que les compétences liées à l'ordre public sont encore de niveau fédéral. Dans ce contexte, la Flandre pouvait difficilement développer une politique propre..." Un autre facteur a clairement joué: largement saluée, la Première ministre Sophie Wilmès est parvenue à sortir de la mêlée. "Elle a eu un rôle particulièrement important dans cette fédération de volontés", détaille Vincent Laborderie. "Si elle fait l'unanimité, c'est parce que c'est une personnalité peu cliquante - car finalement peu politique. Souvenons-nous que sa carrière nationale n'a commencé qu'il y a six ans. Je doute que Charles Michel aurait su rassembler d'une telle manière."

Joliment coordonnés par le fédéral, les différents exécutifs ont pu faire montre d'une certaine unité. Une réussite? Plutôt oui, estiment nos experts. Et notamment lorsqu'on observe ce qui s'est passé à l'étranger. "En Allemagne, chaque Land a eu sa propre politique de confinement", constate Vincent Laborderie. "La chancelière Angela Merkel a totalement échoué à coordonner les choses. Cette capacité à transcender les structures est révélatrice d'un pragmatisme belge qui est capable de s'affranchir des modes habituels de fonctionnement lorsque c'est nécessaire."

Refédéraliser?

De là à dire que la Belgique fédérale fonctionne parfaitement, il y a un pas... que personne ne franchira! Les dernières semaines ont aussi mis en évidence les limites d'un système qui semble à bout de souffle. Parmi celles-ci: la répartition des compétences. Celle-ci est le fruit de marchandages opérés au fil de nombreuses réformes de l'Etat. Et non le produit d'une stratégie qui se voudrait rationnelle. "Le citoyen se fout de savoir si c'est le ministre fédéral ou régional qui est compétent!", sou-

ligne Régis Dandoy. "Quand on voit le nombre de comités de concertation qui se tiennent, on se dit qu'il y a un problème de fragmentation. A-t-on été trop loin? Ou pas assez? En tous les cas, il faut une meilleure harmonisation." Sur cette question, des premières voix ont commencé à se faire entendre. Celle de François De Smet, notamment. Début avril, le président de DéFI a plaidé pour une refédéralisation de toutes les compétences liées à la sécurité d'existence. Sans doute la crise a-t-elle aussi mis en lumière les limites de notre système législatif. "Si l'octroi de pouvoirs spéciaux a été nécessaire, c'est notamment en raison des problèmes d'organisation du pouvoir législatif", reprend Régis Dandoy. "Celui-ci demeure encore l'héritage du XIX^e siècle. Le Parlement est trop lent. Le rythme de l'agenda parlementaire n'est plus en phase avec la société d'aujourd'hui. Et cela ne vaut d'ailleurs pas que pour le niveau fédéral..."

L'occasion ou jamais

La crise ne pourrait-elle se transformer en opportunité? C'est qu'en ces temps de confinement, certains retrouvent un peu de temps pour lire, réfléchir, inventer... Le contexte n'est-il pas idéal pour préparer une nouvelle Belgique? Sans doute. En même temps, certains n'ont pas perdu le rêve de la... liquider! Alors, qu'est-ce qui nous attend? "Il faudra voir la stratégie adoptée par les différentes formations politiques, et la N-VA en particulier", pointe Régis Dandoy. "De ce point de vue, les prochains sondages seront cruciaux. Et les prochains mois seront déterminants. Il faut utiliser cette crise. Si l'on ne parvient pas à profiter des prochains mois pour mettre en œuvre une très nette amélioration du fonctionnement de notre Etat, je crains que l'on n'y parviendra plus jamais."

✉ Vincent DELCORPS